

Le Devoir, 21 mars 2011, page A6

Santé mentale: une coalition décrie le manque de ressources

Une coalition formée d'organisations syndicales et communautaires a dénoncé hier une insuffisance criante des services destinés aux personnes souffrant de problèmes en santé mentale, six ans après l'adoption d'un plan de restructuration visant à rapprocher les services du milieu de vie de la clientèle.

«Le plan d'action en santé mentale tarde à livrer ses promesses, et l'implantation des équipes interdisciplinaires prend beaucoup de retard. Un virage s'impose pour offrir aux personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale, et à leur famille, tous les services auxquels elles ont droit», a déploré le vice-président Montréal-Laval de la FSSS-CSN, Jean-Philippe Grad.

Le regroupement exhorte notamment le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal à verser les sommes promises dans le cadre de la mise en œuvre du plan, tout en faisant la promotion des nouveaux guichets d'accès aux services. Même si le plan ministériel prévoyait que les organismes communautaires touchent au moins 10 % des dépenses en matière de santé mentale, le financement des organismes montréalais n'a jamais dépassé 5,3 % au

cours des six dernières années, tandis que le financement de ceux œuvrant dans l'ensemble du Québec a fondu de 7,3 % à 7 %, selon la coalition.

«Nous nous demandons si le ministère de la Santé et des Services sociaux veut vraiment maintenir un réseau d'organismes communautaires spécialisés en santé mentale», s'interroge le directeur général du Réseau alternatif et communautaire des organismes en santé mentale de l'île de Montréal, Daniel Latulippe.

«Les intervenants des CSSS, tout comme ceux du milieu communautaire, soutiennent [les patients souffrant de problèmes en santé mentale] à bout de bras et, ultimement, n'ont d'autre choix que de les retourner à l'urgence pour qu'ils puissent obtenir des services médicaux et psychiatriques. On est loin de l'objectif recherché de continuité et de proximité des services», a ajouté la vice-présidente de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux, Johanne McGurrin.

Le Devoir